

**SERVICE D'INFRASTRUCTURE
DE LA DEFENSE**

**DIRECTION D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE
DE SAINT DENIS**

**Caserne Lambert
BP 50800
97476 SAINT-DENIS CEDEX**

Téléphone : 02.62.93.55.48
Télécopie : 02.62.93 31 92

PROJET DE MARCHÉ

26RN22

COSI n° : 454821

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)

MAITRE DE L'OUVRAGE
MINISTERE DES ARMEES

OBJET DE LA CONSULTATION

MAYOTTE (976) - DZAOUDZI – QUARTIER CABARIBERE – DLEM
Construction réhabilitation d'un pôle de restauration

Marché n° 2 : Construction de l'ordinaire et création d'un satellite

Electricité Courants Forts / Courants faibles

ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1 OBJET DU MARCHE - EMLACEMENT DES TRAVAUX - DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR	3
1.2 CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE	3
1.3 CONTROLE DES PRIX DE REVIENT.....	3
1.4 MAITRISE D'ŒUVRE	4
1.5 MESURES PARTICULIERES CONCERNANT LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE	4
1.6 CONTROLE TECHNIQUE AU SENS DE LA LOI DU 4 JANVIER 1978 SUR LA RESPONSABILITE ET L'ASSURANCE CONSTRUCTION	4
1.7 ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DES TRAVAUX	4
1.8 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES TERRAINS ET DES LIEUX	5
1.9 SOUS-TRAITANCE.....	5
ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....	7
3.1 REPARTITION DES PAIEMENTS.....	7
3.2 TRANCHE(S) OPTIONNELLE(S).....	7
3.3 CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES	8
3.4 VARIATION DANS LES PRIX	10
3.5 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	10
3.6 COMPTE PRORATA – DEPENSES COMMUNES DE CHANTIER.....	11
ARTICLE 4 - DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES.....	12
4.1 DELAI(S) D'EXECUTION DES TRAVAUX	12
4.2 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION.....	12
4.3 PENALITES POUR RETARD - PRIMES D'AVANCE.....	13
4.4 RETENUES POUR RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS.....	13
4.5 PENALITES PARTICULIERES	13
ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	14
5.1 RETENUE DE GARANTIE	14
5.2 AVANCE.....	14
ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	15
6.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS	15
6.2 MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT	15
6.3 CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS ...	15
6.4 PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR L'ENTREPRENEUR DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE REPRESENTANT DU MAITRE DE L'OUVRAGE	15
ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	15
7.1 PIQUETAGE GENERAL.....	15
7.2 PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES.....	15
ARTICLE 8 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	15
8.1 PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	15
8.2 PLANS D'EXECUTION - NOTES DE CALCUL - ETUDES DE DETAIL	16
8.3 ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DES CHANTIERS	16
8.5 MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	18
8.6 TRAVAUX NON PREVUS	18
ARTICLE 9 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	18
9.1 ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX.....	18
9.2 RECEPTION - PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES.....	18
9.3 MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	18
9.4 DOCUMENTS FOURNIS APRES RECEPTION	18
9.5 DELAIS DE GARANTIE.....	18
9.6 GARANTIES PARTICULIERES	18
9.7 ASSURANCES	18
ARTICLE 10 – RESILIATION – INTERRUPTION DES TRAVAUX – VOIE DE RECOURS	19
10.1 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	19
10.4 DIFFERENDS ET LITIGES	19
ARTICLE 11 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	20

ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent les travaux d'électricité courants forts et courants faibles dans le cadre de l'opération de la Construction d'un pôle de restauration au détachement de légion étrangère de Mayotte (DLEM) à Dzaoudzi (976 – Mayotte).

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) dont chaque titulaire doit avoir pris connaissance.

Ce marché s'insère dans une opération comprenant huit (8) lots faisant chacun l'objet d'un marché séparé :

- **Lot 01 :** Terrassements/VRD/Espaces Verts / Gros œuvre / Charpente/Couverture / Résine de sol/Toitures terrasse/Etanchéité liquide sous chape/Etanchéité sous faïences / Revêtements de sols et murs / Peintures
- **Lot 02 :** Menuiseries aluminium / Métallerie
- **Lot 03 :** Cloisons sèches / Faux-plafonds / Menuiseries bois
- **Lot 04 :** **Electricité Courants Forts / Courants faibles (marché objet de la présente consultation)**
- **Lot 05 :** Plomberies Sanitaires / ECS / Gaz / Protection incendie
- **Lot 06 :** Froid alimentaire et cloisons et faux-plafonds alimentaires / Traitement d'air
- **Lot 07 :** Appareils élévateurs
- **Lot 08 :** Création d'un satellite

Les sept (7) autres lots ont déjà été notifiés.

Le titulaire a pris connaissance des dispositions des autres lots lors de la consultation.

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement, du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la mairie de Dzaoudzi jusqu'à ce que celui-ci ait fait connaître au Représentant du maître d'ouvrage l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2 Confidentialité – Mesures de Sécurité

Les travaux faisant l'objet du présent marché intéressent les Armées ; le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations suivantes :

Contrôle nominatif

Une liste nominative du personnel participant au chantier sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'œuvre. Cette liste doit comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Comme l'autorisent l'article R1221-24 du code du travail, le maître d'œuvre exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier.

Le titulaire devra certifier que tout le personnel qu'il emploie sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Le titulaire devra s'engager à tenir à jour cette liste nominative.

Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services compétents auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

1.3 Contrôle des prix de revient

Sans objet.

1.4 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le Cabinet AROM – 15, Les Hauts des Jardins du Collège – 97600 Mamoudzou qui est chargé d'une mission avec projet (sans étude d'exécution) comprenant la direction de l'exécution du contrat de travaux l'assistance pour les opérations de réception et de période de garantie de parfait achèvement.

Les études d'exécution, ainsi que les documents d'exécution des ouvrages (D.E.O.) sont à la charge des entreprises.

1.5 Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé

Les travaux objet du présent marché font partie d'une opération de catégorie II au sens du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil.

L'article 8.3.3 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) énumère les dispositions particulières concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs auxquelles le chantier est soumis.

Un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé regroupant l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de la crise de pandémie liée au Covid-19 et de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou la succession de leurs activités, est joint au présent dossier.

Ce dernier tiendra compte des éventuelles modifications réglementaires pouvant intervenir notamment quant aux obligations de la personne publique et en particulier pour ce qui concerne les préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction diffusée par l'OPPBTP.

Le coordonnateur SPS interviendra lors des phases de conception et réalisation des travaux.

Ses coordonnées sont les suivantes :

Le bureau SARL Maoré coordination sécurité
160 bis RN2 M'tsapéré DOUJANI
97 600 MAMOUDZOU

1.6 Contrôle technique au sens de la loi du 4 janvier 1978 sur la responsabilité et l'assurance construction

Le contrôle technique assuré par le cabinet DEKRA Industrial SAS, sis Lot. Artisanal Cojonde - ZI Cambaie à Saint-Paul (97460 SAINT)-PAUL comprend :

Les missions de base :

- la mission **LP** est relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement dissociables et indissociables,
- la mission **S** est relative à la sécurité des personnes dans les ERP et dans les bâtiments tertiaires,

Et

Les missions complémentaires :

- la mission **PS** relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme,
- la mission **Ph** relative à l'isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation,
- la mission **F** est relative au fonctionnement des installations,
- la mission **Hand** est relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées, y compris l'attestation d'accessibilité handicapée (Hand att),
- la mission **HYSa** relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments autres que d'habitation,
- la mission **VIIEL** relative à la vérification initiale des installations électriques visée à l'article 53 du décret n°88- 1056 du 14 novembre 1988 modifié.

1.7. Ordonnancement, Pilotage et Coordination des travaux

La mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination des travaux est réalisée par le maître d'œuvre.

1.8 Repliement des installations de chantier et remise en état des terrains et des lieux

Le repliement des installations communes de chantier est compris dans le délai d'exécution et est à la charge du titulaire du lot n°1.

La remise en état des terrains et des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution et sont à la charge du titulaire de chacun des lots.

1.9 Sous-traitance

1.9.1 - Communication du contrat de sous-traitance

Avant toute acceptation de sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, le Représentant du maître d'ouvrage pourra exiger du titulaire la production du contrat de sous-traitance.

La non-production de ce document par le titulaire, dans les 15 jours après mise en demeure du Représentant du maître d'ouvrage, entraînera une pénalité journalière correspondant au 1/1000^{ème} du montant hors taxes du marché. De plus, le défaut de communication du contrat de sous-traitance un mois après cette mise en demeure entraînera l'application des mesures prévues aux articles 50.3 et 52 du C.C.A.G. Travaux.

1.9.2 - Modifications concernant les sous-traitants

En cas de défaillance de sous-traitant, l'entrepreneur titulaire est tenu d'aviser sans délai le Représentant du maître d'ouvrage. En outre, il fera établir un constat contradictoire faisant ressortir, pour la part des travaux incombant au sous-traitant, ceux que ce dernier aura effectivement menés et ceux qui restent à effectuer. Ce constat sera chiffré et devra être signé tant par le titulaire que par le sous-traitant. Un exemplaire en sera adressé au Maître d'œuvre dès l'établissement.

Le contrat de sous-traitance sera demandé à l'appui du constat contradictoire. La non-production de ce document par le titulaire, dans les 15 jours après mise en demeure par le représentant du maître d'ouvrage, entraînera une pénalité journalière correspondant au 1/1000^{ème} du montant hors taxes du marché, puis en cas de défaut de communication un mois après cette mise en demeure l'application des mesures prévues à l'article 50.3 du C.C.A.G. Travaux.

1.10 – Clause sociale d'insertion

Dans le cadre des objectifs de développement durable et dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion conformément à l'article L2111-1 du Code de la commande publique, la Direction d'infrastructure de la défense de Saint-Denis a décidé de faire application des dispositions :

- De l'article L.2112-2 du même Code, en incluant dans le présent cahier des charges des clauses obligatoires d'insertion par l'activité économique :

Le titulaire de ce marché doit réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Il est ainsi intégré dans le présent contrat une clause d'exécution relative à des considérations sociales, rendant obligatoire l'exécution par des personnes éligibles aux dispositifs d'insertion d'au moins 200 heures du temps de travail

Ce volume d'heures constitue un minimum obligatoire qui devra être respecté et qui sera contrôlé. Le cas échéant, le titulaire peut réaliser un volume d'heures plus important.

Au-delà de l'exigence des volumes horaires, l'acheteur souhaite que l'exécution de ces clauses sociales d'insertion apporte une réelle plus-value que ce soit au titulaire ou aux bénéficiaires de la clause. Ainsi, ces clauses doivent permettre aux bénéficiaires d'acquérir une expérience professionnelle réelle sur la base des tâches confiées pour évoluer professionnellement et des éventuelles formations apportées par le titulaire en interne ou par des organismes extérieurs.

PUBLICS VISES

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Sont considérés comme éligibles aux clauses sociales d'insertion :

- Les personnes ayant achevé une formation au RSMA-M (**la priorité au recrutement sera donnée à ces personnes**) ;

A cet égard, le titulaire prend contact avec le responsable formation et insertion du RSMA Mayotte :

Directeur des Opérations du RSMA Mayotte
 Adresse : B.P. 58
 97680 COMBANI
 Téléphone : 0269 60 87 57
 Mobile : 0639 69 28 07
 Email : directeur-operations@rsma-mayotte

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois de chômage au cours des 18 derniers mois) ou de plus de 50 ans ;
- Les allocataires du RSA (en recherche d'emploi) et leurs ayants droits ;
- Les bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) ;
- Les bénéficiaires de l'allocation d'insertion ;
- Les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) ;
- Les personnes reconnues handicapées au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail, orientées en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi.
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- Les personnes prises en charge par les Structures d'Insertion par l'Activité Économique (SIAE) définies à l'article L. 5132-4 du code du travail ;
- Les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers notamment les Établissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Écoles de la deuxième Chance (E2C), ainsi que les personnes en parcours d'insertion au sein des GEIQ...
- Les demandeurs d'emploi résidant en quartier prioritaire de la politique de la ville.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé du Pôle emploi, et des Maisons de l'Emploi de La Réunion, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi et éligibles à la clause sociale d'insertion.

✓ Les modalités de mise en œuvre des heures de travail liées aux clauses sociales d'insertion:

Le Titulaire retenu, réserve une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une ou plusieurs des modalités définies ci-dessous et au moins à hauteur du nombre d'heures qu'il s'est engagé à réaliser.

- 1ère modalité : l'embauche directe par le Titulaire du marché.
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés :
 Le Titulaire formalise la mise à disposition des salariés en insertion durant la durée du marché avec l'un ou plusieurs des organismes extérieurs suivants :
 - Entreprise de travail temporaire d'insertion
 - Entreprise de travail temporaire dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251.7 du Code du travail ;
 - Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ;
 - Association intermédiaire.
- 3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une entreprise et plus particulièrement avec une entreprise d'insertion ou une régie de quartier ;

Ces modalités sont présentées et explicitées par le facilitateur de la Maison de l'Emploi du Nord (voir ci-dessous).

Le Titulaire garde une liberté totale de choix des modalités d'insertion présentées ci-dessus pour l'exécution des clauses sociales d'insertion.

PENALITES POUR NON-RESPECT DE L'ENGAGEMENT D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, imputable au Titulaire du marché, celui-ci subit, à la fin du marché, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à :

- 50 euros HT par heure d'insertion non réalisée

- 100 euros HT par heure de formation non réalisée

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action ou une attestation de non-exécution des clauses sociales d'insertion, le Titulaire subit une pénalité égale à 100 euros HT par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

Par ailleurs en cas de manquements répétés manifestant une volonté de ne pas respecter les obligations sociales, le maître d'ouvrage peut aussi résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par dérogation à l'article 4.1. du CCAG/Travaux :

a) Pièces particulières

- acte d'engagement (A.E.) et annexe(s) ;
- cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- cahier des clauses techniques communes (C.C.T.C.)
- cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) accompagnés de 36 plans ;
- décomposition du prix global et forfaitaire ;
- décomposition et sous détail du prix forfaitaire ;
- mémoire technique ;
- tableau des marques ;
- plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers ;
- actes de sous-traitance.

b) Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date d'envoi de la consultation :

- cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux ;
- instruction ministérielle n° 300612/DEF/DFP/PER/5 du 16 mars 1998, relative à certaines dispositions de prévention applicables aux opérations de bâtiment ou de génie civil effectuées dans un organisme du ministère de la défense ;
- articles 1792 à 1792-3 et 2270 du Code Civil.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les éventuels actes spéciaux indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants,
- ou
- à l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

3.2 Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3.2.1- Délai limite d'affermissement

Sans objet.

3.2.2 - Indemnité d'attente et/ou de dédit

Sans objet.

3.3 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3.3.1 - Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont à prix forfaitaires, définitifs et révisables :

- En prenant en compte les sujétions d'exécution suivantes :

- ➡ en tenant compte des dépenses communes et particulières relevant des différents lots et définies aux articles ci-après,
- ➡ en tenant compte des limitations de prestations avec le lot 01 chapitre 2 GROS OEUVRE relatives aux réservations, percements, scellements et garnissages conformément à l'article A-26 du Cahier des Clauses Techniques Communes (C.C.T.C.),
- ➡ en tenant compte des dépenses liées aux mesures de précaution particulières inhérentes aux servitudes du site de l'environnement, du voisinage et des installations techniques à préserver conformément aux articles A27 et B du C.C.T.C,
- ➡ en tenant compte de l'obligation faite aux entrepreneurs et à leur personnel de se conformer aux consignes et règlements édictés par le Chef de Corps ou d'établissements, relatifs à la police et à la sécurité intérieure du site dans lequel les travaux sont exécutés,
- ➡ en tenant compte des horaires de travail spécifiques:
Du lundi au vendredi de 06h30 à 12h00 et de 13h00 à 16h00,
- ➡ en tenant compte de l'obligation pour chaque titulaire d'un lot d'avoir pris connaissance *de l'ensemble des prescriptions de tous les lots et principalement des prestations qui ne seraient pas précisées dans le présent CCAP et qui lui seraient dévolues,*
- ➡ en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après :
 - En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 1 C.C.A.G.-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles par lot, est fixé à 1 jour/mois d'exécution (hors période de préparation),
 - En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 3 du C.C.A.G.-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

- NATURE DU PHENOMENE		INTENSITE ET DUREES LIMITES (1)
PLUIE		20 mm entre 6h et 15 h
Alerte cyclonique	Couleur rouge	01 jour et plus
(1) constatée durant les travaux impliquant un contact avec les intempéries.		
(2) sous réserve que la nature des travaux réalisés, soit telle que ceux-ci ne puissent pas se dérouler.		

Poste météorologique de référence : Dzaoudzi

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du C.C.A.G/TX, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles par chapitre est fixé à 1 jour par mois d'exécution (hors période de préparation).

Pour l'application des conditions ci-dessus :

- Seules seront prises en considération les observations enregistrées à la station météorologique et constatées par le Maître d'œuvre ;
- Aucune journée d'intempérie ne sera prise en compte lorsque le chantier n'est pas ouvert : jours fériés, week-end, période de préparation, congés

Le titulaire devra avertir par écrit le Maître d'Œuvre dans les 48 heures (ouvrables) de l'existence d'une journée d'intempéries. Passé ce délai, et de plein droit, les journées d'intempéries ne seront pas prises en compte.

3.3.3 - Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés :

- par un prix global et forfaitaire.

L'Entreprise devra se reporter aux articles du C.C.T.P pour obtenir une définition complète de la prestation.

Le prix en regard de chaque article, s'entend pour une prestation terminée, comprenant toutes les sujétions de fourniture et de mise en œuvre inhérentes à celles-ci.

L'entreprise est tenue de vérifier qu'aucune omission ou erreur ne subsiste dans l'énumération des ouvrages dans le descriptif et la D.P.G.F., pour mener à leur terme les travaux faisant l'objet de la présente étude.

La D.P.G.F. n'est pas limitative et devra être, le cas échéant, complétée par l'Entreprise, compte tenu de l'étude réalisée et de l'appréciation qui lui est laissée pour définir les travaux qui lui incombent.

3.3.4 - Les modalités de règlement des comptes du marché seront les suivantes :

Dans le cadre de la modernisation de l'action publique et dans un souci d'amélioration du délai de traitement des demandes de paiement, les projets de décompte seront obligatoirement dématérialisés et transmis via la solution informatique gratuite et sécurisée CHORUS PRO (<http://chorus-pro.gouv.fr>).

Chorus Pro apporte des gains de temps dans l'envoi, le traitement et le suivi des demandes de paiement. Elle permet aussi l'économie des coûts d'envoi postal et d'archivage papier, le suivi en ligne de l'état de traitement des demandes de paiement émises ou la possibilité d'adresser une question via l'espace assistance dédié.

Les projets de décompte devront indiquer :

- Le montant des travaux à payer ;
- Le montant éventuel de la révision à régler à l'entreprise sachant que le calcul lui appartient tout en respectant les conditions prévues à l'article 3.4 du présent document.

Les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions de l'article 12.1 du C.C.A.G. Travaux.

L'entrepreneur adressera au maître d'œuvre les projets de décompte mensuels et le projet de décompte final en version dématérialisée via l'outil CHORUS PRO conformément aux modèles qui seront remis aux entreprises lors de la première réunion de chantier.

Le délai maximum de paiement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours.

Par dérogation à l'article 12.1.8 du CCAG/Travaux, la date à laquelle la conformité de l'avancement des travaux a été constatée constitue la date de départ des délais de paiement des acomptes.

En cas de suspension et si le délai de paiement restant à courir à compter de la fin de la suspension est inférieur à 30 jours, l'ordonnateur dispose toutefois d'un nouveau délai de paiement de 30 jours.

Le point de départ du délai global de paiement du décompte général et définitif est la date de réception de ce décompte par le représentant du maître d'ouvrage.

En application de l'article 12.4.3 du C.C.A.G. Travaux, si la signature du décompte général est refusée ou donnée avec réserves, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par le titulaire dans un mémoire en réclamation qui précise le montant des sommes dont il revendique le paiement et qui fournit les justifications nécessaires en reprenant, sous peine de forclusion, les réclamations déjà formulées antérieurement et qui n'ont pas fait l'objet d'un règlement définitif ; ce mémoire doit être remis au représentant du maître d'ouvrage et en copie au maître d'œuvre dans un délai de 30 jours. Le règlement du différend intervient alors suivant les modalités indiquées à l'article 55 du CCAG/Travaux et 10.4. du présent CCAP.

3.3.5 - Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine

Sans objet.

3.3.6 - Acomptes sur approvisionnement

Il est fait application de l'article 10.4 du CCAG/Travaux.

3.4 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Les prix sont définitifs et révisables selon les modalités fixées ci-après.

Par dérogation à l'article 9.4.4 du C.C.A.G Travaux les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la dernière date limite de remise des offres. Ce mois, appelé « mois zéro », est précisé dans l'acte d'engagement.

- **L'index de référence I choisis en raison de leur structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché est : SO 11 – Travaux d'installation électrique**

L'index est celui publié par la CERBTP (www.btp-reunion.net/) conformément à l'arrêté préfectoral n°2853 du 23 août 2019.

La révision est effectuée par application au prix de la prestation considérée d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$C = 0,85 \frac{(I)}{I_0}$$

dans laquelle :

I_0 = indice de base à la « date zéro ».

I = indice de correction dont la valeur correspond à celle du mois du service fait.

Les montants des acomptes et du solde sont révisés dans les conditions fixées à l'article ci-dessus.

3.5 Paiement des sous-traitants

3.5.1 - Désignation de sous-traitant en cours de marché

L'acte spécial pour les sous-traitants à payer directement est paraphé et signé par toutes les parties et précise :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, raison sociale et adresse du titulaire,
- les conditions de paiement (mois d'établissement et variation des prix, pénalités, etc.)
- la déclaration sur l'honneur ou DUME
- le compte à créditer,
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du Code de la commande publique
- le comptable assignataire des paiements.

Et s'accompagne de :

- attestations fiscales et sociales et les documents définis aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique
- tous moyens permettant d'évaluer les capacités économiques et financières, techniques et professionnelles du sous-traitant
- attestation de responsabilité civile,
- R.I.B.

3.5.2 - Modalités de paiement direct

La signature de la demande de paiement par le titulaire, vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer.

Pour les sous-traitants du titulaire, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet :

- d'une demande de paiement originale du sous-traitant avec la mention « **auto-liquidation** », signée par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme **Hors Taxes** à régler par l'acheteur au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance,
- d'une attestation de paiement direct

Le titulaire transmet, simultanément à la demande de paiement du sous-traitant qu'il a acceptée, le projet de décompte reprenant l'ensemble des travaux effectués dans la période considérée. Liquidation effectuée, l'acheteur notifie au titulaire l'état d'acompte mensuel dans lequel figurent les sommes effectivement payées au(x) sous-traitant(s) ainsi que le montant de la TVA le concernant et concernant le(s) sous-traitant(s).

Pour les sous-traitants d'un membre du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet :

- d'une demande de paiement originale du sous-traitant avec la mention « **auto-liquidation** », signée par celui des cotraitants qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme Hors Taxes à régler par l'acheteur au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance,
- d'une attestation de paiement direct.

Si le cotraitant qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit signer également l'attestation.

Le mandataire transmet, simultanément à la demande de paiement de son sous-traitant – ou celui d'un des cotraitants – qu'il a acceptée, le projet de décompte reprenant l'ensemble des travaux effectués dans la période considérée. Liquidation effectuée, l'acheteur notifie au titulaire l'état d'acompte mensuel dans lequel figurent les sommes effectivement payées au(x) sous-traitant(s) ainsi que le montant de la TVA concernant le dit cotraitant et concernant le(s) sous-traitant(s).

Conformément à l'article R.2193-10 al.2 du Code de la commande publique, pour définir si les conditions du paiement direct du sous-traitant sont réunies, le contrat de sous-traitance doit être égal ou supérieur à 10 % du montant hors taxe total du marché.

Intérêts moratoires

En cas de dépassement du délai de paiement, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée au premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8,05 points.

3.6 Compte prorata – Dépenses communes de chantier

En application des articles 9.1 et 31.12 du C.C.A.G/Travaux et de la norme Afnor NF P03-001, les dispositions suivantes sont retenues :

Les dépenses prévues ci-dessous sont réputées incluses dans les prix du marché.

L'entrepreneur titulaire du Lot 01 chapitre 2 GROS ŒUVRE de l'opération procédera aux règlements des dépenses correspondantes, mais pourra demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectuera en fin de chantier la répartition desdites dépenses entre les entrepreneurs proportionnellement aux montants des décomptes finaux de leurs marchés.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limitera à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Le maître d'ouvrage restera étranger au règlement de ces dépenses.

Le Lot 01 chapitre 2 GROS ŒUVRE de l'opération établira une convention de gestion des dépenses communes dans les trois mois après le début des travaux.

3.6.1. – Installation de chantier

Les prix du marché conclu par l'entrepreneur titulaire du Lot 01 chapitre 2 GROS ŒUVRE de l'opération comprennent notamment les dépenses suivantes conformément à l'article A.14 du CCTC :

- Installations communes d'hygiène,
- Installations communes de sécurité,

- Installation des locaux chantier,
- Installation d'un bureau pour le maître d'œuvre pour 10 à 15 pax,
- Etablissement des clôtures, panneaux de chantier, éclairage extérieurs en conformité avec les articles R 8221-1 du Code du Travail,
- Frais de gardiennage,
- Consommations relevant des réseaux secondaires.

3.6.2. – Nettoyage de chantier – Traitement des déchets

- Les charges temporaires journalières de voirie et abords, de signalisation de chantier et de police incombent au titulaire du Lot 01 chapitre 2 GROS ŒUVRE de l'opération.

- Chaque entrepreneur a la charge de l'enlèvement des déblais stockés, gravois de structures et déchets, ainsi que de leur tri et transport vers les installations communes de collecte de déchets ; la réalisation de la zone de stockage ainsi que son repliement étant à la charge du titulaire du Lot 01 chapitre 2 GROS ŒUVRE de l'opération.

- Chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées ainsi que l'évacuation hors du chantier des emballages éventuels.

Le nettoyage général mensuel est à la charge du Lot 01 chapitre 2 GROS ŒUVRE de l'opération (article A28 du C.C.T.C)

En cas de non- respect de ces exigences (nettoyage comme tri et évacuation des déchets), le maître d'œuvre se réserve la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans la semaine suivante, de faire intervenir aux frais des entreprises défaillantes, une entreprise extérieure.

3.6.3. - Sécurisation-Gardiennage

- Chaque entrepreneur est tenu de protéger et sécuriser leurs ouvrages provisoires conformément à l'article A27 du C.C.T.C.

- La gestion du gardiennage est à la charge du Lot 01 chapitre 2 GROS ŒUVRE de l'opération.

3.6.4. – Dépenses communes

Les dépenses indiquées à l'article A.14.15 du CCTC font l'objet d'une répartition forfaitaire.

En sus de ces dépenses, les frais suivants pourront également être imputés au compte prorata :

- frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés ou détournés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable,
- frais de nettoyage, de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
 - § l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert,
 - § les dégradations et les détournements ne peuvent être imputés au titulaire d'un chapitre déterminé,
 - § la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers,

ARTICLE 4 - DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1 Délai(s) d'exécution des travaux

Le délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement.

4.2 Prolongation du délai d'exécution

La prolongation des délais d'exécution est définie dans l'article 18.2 du CCAG de travaux.

L'article 18.2.3, relatif aux intempéries entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, précise que la prolongation est notifiée au titulaire par ordre de service.

Par dérogation à cet article, les intempéries sont décomptées en jours ouvrables.

Dans ce dernier cas, le maître d'œuvre doit appliquer les spécifications contractuelles portées dans le tableau des intempéries définies à l'article 3.3.1 du présent CCAP, sous réserve de la validation des pièces justificatives transmises par le titulaire, avec l'éventuelle possibilité d'appliquer ce tableau avec un discernement, dans l'analyse de certains cas particuliers, mesurés et limités.

Le représentant du maître d'ouvrage devra donner son accord préalable.

4.3 Pénalités pour retard - Primes d'avance

4.3.1 – Retard sur le délai d'exécution

Par dérogation de l'article 19.2.3 du C.C.A.G. Travaux, en cas de retard d'exécution, une pénalité journalière de **100,00 €** est appliquée sur le montant HT.

4.3.2 – Retard sur le délai particulier d'un lot de l'opération dû à la perturbation du présent marché

Du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'œuvre et par dérogation à l'article 19.2.4 du C.C.A.G. Travaux, le titulaire encourt la pénalité journalière provisoire indiquée au ci-après :

Valeur de la pénalité journalière provisoire : **100,00 € HT**

Cette pénalité journalière provisoire devient définitive et est recalculée à la valeur de cette dernière si le titulaire, bien qu'ayant terminé ses travaux dans le délai, a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots de l'opération.

4.3.3 – Retard dans l'installation de chantier

Sans objet.

4.3.4 – Retard dans le nettoyage du chantier

Sans objet.

4.3.5 – Exonération

Par dérogation aux articles 19.2.1 et 19.2.2. du C.C.A.G./TX, il n'est fait application ni de l'exonération de mille euros hors taxes (**1 000,00 € HT**), ni du seuil de 10%.

4.3.6 – Primes d'avance

Sans objet.

4.4 Retenues pour retard dans la remise des documents

4.4.1. – à fournir pendant la période de préparation :

Le défaut de remise totale des documents demandés lors de la période de préparation fera l'objet d'une pénalité de **cinquante euros hors taxes (50,00 € HT)** par jour de retard.

4.4.2. – à fournir à la réception :

L'ensemble des DOE définis dans les dispositions techniques propres à chaque lot ou chapitre seront fournis conformément à l'article 40 du CCAG/TRX. Conformément à l'article 20.5 du C.C.A.G./TX, en cas de retard, une retenue provisoire de 10 000,00 € TTC sera opérée.

4.5 Pénalités particulières

- Le non-respect d'une convocation à une réunion de chantier sera sanctionné par l'application d'une pénalité de **cent cinquante euros hors taxe (150,00 € HT)** ;
- Le non-respect des obligations relevant du P.P.S.P.S sera sanctionné par l'application d'une pénalité de **cent cinquante euros hors taxe (150,00 € HT)** ;
- Le retard dans la production de justification et/ou prévisions de prix des ouvrages non prévus sera sanctionné d'une pénalité de **cent cinquante euros hors taxes (150,00 € HT)** par jour de retard ;

4.7 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à **50 euros HT par heure d'insertion non réalisée et 100 euros par heure de formation non réalisée**, sans mise en demeure préalable.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution d'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à **100 euros HT par jour de retard** à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 Retenue de garantie

Sans objet.

5.2 Avance

Option A du CCAG/TRVX

Une avance est versée au titulaire, sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement, lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution du marché est supérieur à deux mois.

Cette avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance et de paiement direct.

En application de l'article R. 2191-7 du CCP, le montant de l'avance est fixé à 20% du montant initial toutes taxes comprises si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois ou d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises divisé par sa durée exprimée en mois si la durée du marché est supérieure à 12 mois.

Son montant n'est ni révisé, ni actualisé.

Le paiement de l'avance interviendra sans formalité dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de l'ordre de service qui emporte le commencement d'exécution des prestations (période de préparation incluse).

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées (travaux à l'entreprise et approvisionnement) qui figure à un décompte mensuel atteindra quarante pour cent (40 %) du montant initial de chaque lot. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde.

Le précompte s'effectue après application de la clause de variation de prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingt pour cent (80 %) du montant du marché. Le remboursement de l'avance est pris en compte après les postes a, b, c et d définis à l'article 12.2.1 du C.C.A.G. Travaux.

Une avance peut être versée sans condition aux sous-traitants sur demande :

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants **bénéficiaires du paiement direct** conformément aux articles R.2193-10 al.2 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

Le versement de cette avance, dont le montant est égal à 20 % du montant des travaux sous-traités, et son remboursement s'imputent sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes conditions que celles prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-14 du Code de la commande publique.

ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur, ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

En outre, en application du décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996, il est fait interdiction à l'entrepreneur principal, à ses sous-traitants et à ses cotraitants éventuels de mettre en œuvre des matériaux, produits et composants contenant des fibres d'amiante quel qu'en soit la variété.

Les cas d'exceptions temporaires prévus par ledit décret ne pourront être acceptés qu'après production d'une "déclaration en vue d'exceptions à l'interdiction d'amiante" et ce en conformité avec les arrêtés du 24 décembre 1996 relatif pour le premier "au formulaire de déclaration en vue d'exceptions à l'interdiction d'amiante" et pour le second "aux exceptions à l'interdiction de l'amiante".

6.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6.3.1 – Le C.C.T.P. définit les compléments à apporter aux dispositions du C.C.A.G. Travaux et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont exécutées par le maître d'œuvre ou son représentant en présence de l'entrepreneur.

6.3.2 - Essais et vérifications supplémentaires

Le maître d'œuvre se réserve le droit de demander la présentation d'échantillons et/ou de modèles conformément aux articles A22.08 du C.C.T.C.

6.4 Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le représentant du maître de l'ouvrage

Sans objet.

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1 Piquetage général

Sans objet.

7.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Sans objet.

ARTICLE 8 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G/TX, il est fixé une période de préparation d'une (1) semaine compris dans le délai d'exécution.

Toutefois, tant que les opérations à la charge de l'entrepreneur ne seront pas réalisées, les travaux ne pourront débiter. Dans ce cas, le délai d'exécution du marché reste tout de même inchangé.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes à la diligence respective des parties contractantes :

- par les soins du représentant du maître de l'ouvrage et du maître d'œuvre :

- . par dérogation à l'article 28.5 du C.C.A.G/TX, il n'est pas tenu de registre de chantier,
- . délivrance des autorisations d'accès comme défini au 1.2 ci-dessus,
- . définition des lieux de réunion de chantier et d'installation de chantier,
- . établissement d'un plan de prévention pour la circulation.

- par les soins du titulaire et en complément de l'article I.1.8. des Dispositions Générales :

- . remise par le titulaire au maître d'œuvre d'une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- . remise du P.P.S.P.S au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé des travailleurs et au visa du maître d'œuvre.

8.2 Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis, avec les notes de calcul et études de détail au visa du maître d'œuvre. En application de l'article 29.1.5 du C.C.A.G. Travaux, ce dernier doit les renvoyer à l'entrepreneur, avec ses observations éventuelles au plus tard 15 (quinze) jours après leur réception.

8.3 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

8.3.1. – Mesures générales concernant l'hygiène et la sécurité du travail :

Le port d'un badge nominatif est obligatoire sur le chantier. La loi du 6 Août 2015 est venue généraliser l'obligation pour tous les salariés effectuant des travaux de bâtiment et des travaux publics sur les chantiers, qu'ils soient employés par des entreprises établies en France ou par des entreprises établies à l'étranger, de détenir une carte d'identification professionnelle sous peine d'amendes administratives (art L.8291-1 et suivants du code du travail).

Ce dispositif vise également à lutter contre le travail illégal.

Pour les salariés et intérimaires nouvellement embauchés ou se voyant affectés à de nouvelles tâches entrant dans le périmètre obligatoire du badge, l'employeur doit demander la carte d'identification professionnelle immédiatement.

Pour plus d'informations, le site internet dédié est : www.cartetbp.fr

8.3.2 - L'installation des chantiers bénéficie des facilités suivantes données par le représentant du maître de l'ouvrage :

Des emplacements sont mis gratuitement à la disposition du titulaire, dès que commence à courir le délai contractuel d'exécution pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

L'installation des chantiers est réalisée en application de l'article 1.3.5 des Dispositions Générales du CCTP. Les titulaires des lots n°4 (Electricité) et n°5 (Plomberie) maintiennent sur le chantier et à leur frais l'énergie électrique nécessaire à l'exécution des travaux et les fluides (eau pour les travaux et eau potable pour les ouvriers), dans les conditions fixées aux articles A.14.11 et A.14.13 du CCTC.

Les travaux d'alimentation fluide et énergie (réseau, raccordement, abonnement...) nécessaires au fonctionnement de ses installations doivent être réalisés par chaque titulaire.

Les branchements provisoires sont autorisés.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux avant l'expiration du délai d'exécution, par le titulaire du lot 2.

8.3.3- Les mesures particulières ci-après concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre :

Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation, ces dates doivent être telles que les conditions de restauration et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Gestion des déchets

Le titulaire est responsable du tri des déchets de son chantier et l'enlèvement conformément aux articles 36 et 37 du CCAG/Travaux ainsi qu'aux articles A14.10 et C01 à C02.09 du CCTC.

8.3.3.1 Principes généraux

Le chantier est soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur S.P.S".

8.3.3.2. Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le représentant du maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai et par tous moyens de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

8.3.3.3 Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

Obligations des entreprises :

Les entreprises communiquent directement au coordonnateur S.P.S. :

- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs,
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier,
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.

Les entreprises s'engagent à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants définies par le représentant du maître de l'ouvrage.

Les entreprises informent le coordonnateur S.P.S., de toutes les réunions qu'elles organisent lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indiquent leur objet.

Pendant toute la durée d'exécution de ses prestations, les entreprises donnent suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre les entreprises et le coordonnateur S.P.S. est soumis au représentant du maître d'ouvrage.

8.4.2.4. Obligations du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Les entreprises s'engagent à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994.

8.4.2.5. Mesures de sécurité contre l'incendie

a) Travaux par point chaud - permis de feu

En ce qui concerne les opérations de soudage, d'oxycoupage, de brasage, de décapage, de dégivrage, de collage, etc., les entreprises concernées devront obtenir au préalable l'autorisation du chef d'organisme (chargé de prévention) via le maître d'œuvre.

b) Protection contre l'incendie

Les mesures prises par le titulaire concernant la prévention contre l'incendie ne dispensent pas les différents intervenants de prendre en tant que de besoin leurs propres mesures de protection lorsqu'ils mettent en œuvre des sources de chaleur (flamme nue ou autres).

8.5 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie, employés sur le chantier ne pourra excéder la proportion fixée par la réglementation en vigueur au moment de l'exécution du marché.

8.6 Travaux non prévus

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de modification du marché est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le Représentant du maître d'ouvrage.

A la différence de l'avenant, la décision de poursuivre est essentiellement constituée des prix initiaux du marché.

En application des articles 14.2.2 et 14.4 du C.C.A.G. Travaux, la poursuite des travaux est subordonnée à l'accord du représentant du maître d'ouvrage.

ARTICLE 9 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles sont définis dans le CCTP.

9.2 Réception - Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

La réception des travaux se fait conformément à l'article 41 du CCAG/Travaux.

9.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

9.4 Documents fournis après réception

Il est fait application de l'article 1.3.8 du CCTP.

9.5 Délais de garantie

Il est fait application de l'article 44 du CCAG/travaux.

9.6 Garanties particulières

Sans objet.

9.7 Assurances

Dans le délai de 15 jours à compter de la notification du marché, l'(les) entrepreneur(s) intervenant (s) doit (doivent) justifier qu'il(s) a (ont) contracté :

- une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux et les modalités de leur exécution, au moyen d'une copie du contrat d'assurance, de ses avenants éventuels et d'une attestation portant mention de la garantie.
- une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code Civil, et couvrant la totalité des prestations y compris celles exécutées par les sous-traitants, au moyen d'une copie du contrat d'assurances et de ses avenants éventuels.

ARTICLE 10 – RESILIATION – INTERRUPTION DES TRAVAUX – VOIE DE RECOURS

10.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, **par dérogation à l'article 50.1 du CCAG**, le montant de l'indemnité éventuelle de résiliation est fixé à 4 % du montant du marché diminué du montant des travaux exécutés.

10.2 Résiliation en cas d'inexactitude des renseignements prévus

L'inexactitude des renseignements prévus aux articles D.8222-5 à D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail et aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du Code de la commande publique peut entraîner, par décision du Représentant du maître d'ouvrage aux frais et risques du déclarant, la résiliation du marché, suivie ou non de la passation d'un autre marché. Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

10.3 Résiliation en cas de travail dissimulé

Lorsque le représentant du maître d'ouvrage est informé par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221.3 à L.8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail pour répondre à l'injonction du représentant du maître d'ouvrage.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut résilier le contrat sans indemnité au frais et risques du titulaire.

10.4 Différends et litiges

Par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG/Travaux, après avis du maître d'œuvre, le Représentant du maître d'ouvrage notifie au titulaire sa décision motivée dans un délai de 60 jours à compter de la réception d'un mémoire en réclamation.

Par dérogation à l'article 55.1.4 du C.C.A.G/Travaux :

1. Lorsque le candidat n'accepte pas la proposition du représentant du maître d'ouvrage ou le rejet implicite de sa demande, il doit, sous peine de forclusion, dans un délai de 60 jours à compter de la notification de cette décision du représentant du maître d'ouvrage ou à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet, adresser directement au maître de l'ouvrage (représentant du maître d'ouvrage en copie) un mémoire complémentaire, développant les motifs de sa contestation.
2. La décision relative au règlement de ce différend appartient au maître de l'ouvrage, qui dispose d'un délai de 90 jours pour étudier la réclamation du titulaire.
3. Si le titulaire n'accepte pas la décision du maître de l'ouvrage, le règlement définitif du différend relèvera des procédures fixées aux articles 55.3 et 55.2

Lorsque le représentant du maître d'ouvrage n'a pas donné suite ou n'a pas donné une suite favorable à une demande du titulaire, le règlement définitif du différend relève des procédures fixées aux articles 55.3, 55.2 et 55.4 du C.C.A.G Travaux.

Il est d'autre part totalement dérogé à l'article 55.2.1 du CCAG/Travaux.

ARTICLE 11 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants du C.C.A.G./TX :

- dérogation à l'article 4.1. apportée par l'article 2 du C.C.A.P
- dérogation à l'article 9.4.4. apportée par l'article 3.4 du C.C.A.P
- dérogation à l'article 12.1.8 apportée par l'article 3.3.4. du C.C.A.P
- dérogation à l'article 18.2.3 apportée par l'article 4.2. du C.C.A.P.
- dérogations aux articles 19.2.1 et 19.2.2 apportées par l'article 4.3.5 du C.C.A.P.
- dérogation à l'article 19.2.4 apportée par l'article 4.3.2. du C.C.A.P.
- dérogation aux articles 28.1 et 28.5 apportée par l'article 8.1 du C.C.A.P.
- dérogation à l'article 50.1 apportée par l'article 10.1 du C.C.A.P.
- dérogations aux articles 55.1.2, 55.1.4 et 55.2.1 apportées par l'article 10.4 du C.C.A.P.